

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°03-2/AONR-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU 24 JUL 2025
RELATIF AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CABINET DU MINISTRE DU
COMMERCE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre du Commerce lance, pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence relatif aux travaux d'aménagement du Cabinet du Ministre du Commerce.

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°03/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SMP/2025 du 20 juin 2025.

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, comprennent notamment :

- Travaux préparatoires au chantier ;
- Travaux d'étanchéité ;
- Travaux de peinture ;
- Travaux de plomberie ;
- Travaux de menuiserie et maçonnerie ;
- Travaux d'éclairage ;

3. Tranches/Allotissement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente millions (30 000 000) de Francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux entreprises de droit camerounais pré-qualifiées à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°03/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SMP/2025 du 20 juin 2025.

Il s'agit des entreprises ci-après :

Noms des entreprises préqualifiées	Adresses
MUTODIOSA GROUP SARL	Tel : 691 35 68 49
GLOBAL ELITE SERVICES SARL	Tel : 690 87 13 42
PROCURE AND ADVISORY COMPANY SARL	Tel : 677 27 08 19 ; BP : 33281 Ydé

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2025, sur la ligne d'Imputation Budgétaire n° 59 21 025 05 340010 524115.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne (COLEPS).

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, accompagné du récépissé de la Caisse de Dépôts et Consignations du Cameroun, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à six cent mille (600 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA, payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO:

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la Plateforme COLEPS au plus tard le 8 AOÛT 2025 14 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis :

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° ~~m2~~ AONR-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU 24 JUN 2025
RELATIF AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU CABINET DU MINISTRE DU COMMERCE.

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois (03) volumes.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies non-conformes au mode de soumission.
- Les copies sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être timbrée et accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

Aussi, en application des dispositions de la lettre circulaire N°000006/L/MINMAP/CAB du 05 février 2025, chaque soumission doit être accompagnée d'une Attestation de catégorisation ou d'un récépissé de dépôt de dossier de demande de catégorisation.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 18 AOÛT 2025, à 15 heures locale, dans la Salle de conférences du Ministère du Commerce, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en

originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures, accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

1. de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la Caisse de Dépôts et de Consignations du Cameroun à l'ouverture des plis;
2. de la non -production au-delà du délai de quarante-huit (48) heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. du non-respect d'au moins 70% des critères essentiels ;
5. de l'absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
6. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière (BPU, DQE);
7. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, le BPU, le DQE) ;
8. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
9. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
10. non-respect de la taille et du format de fichier de l'offre;
11. l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ;
12. l'absence ou défaillance des copies de sauvegarde des offres administrative, technique et financière, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEP ;
13. l'absence de la copie certifiée conforme de l'attestation de catégorisation ou du récépissé de dépôt de dossier de demande de catégorisation

15.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

1. la présentation de l'offre (ordre des pièces et lisibilité);
2. les expériences et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
3. la capacité financière supérieure ou égale à dix millions (10 000 000) de Francs CFA (l'accès à une ligne de crédit, attestation de solvabilité financière) délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances.
4. la qualification et l'expérience du personnel proposé ;

5. Matériels à mobiliser pour l'exécution des travaux ;
6. la méthodologie et planning d'exécution des travaux ;
7. Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention « lu et approuvé »)

Seuls les soumissionnaires ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à soixante-dix (70) % des critères essentiels seront admis à l'évaluation financière.

N.B : Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation figurant au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 , ou le MO au numéro 222.22.69.68

Yaoundé, le 24 JUL 2025

LE MINISTRE DU COMMERCE

COPIES :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- AFFICHAGE /CHRONO/ARCHIVES



Lucy Ngabire
Ministre du Commerce

URGENT RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. ~~002-2~~ /AONR-PU /MINCOMMERCE/CIPM/2025 OF **24 JUL** 2025
FOR REFURBISHING THE MINISTER OF TRADE'S OFFICE

1. Purpose of the invitation to tender

The Minister of Trade, on behalf of the State of Cameroon, hereby launches an Urgent Restricted National Invitation to Tender for refurbishing the Minister of Trade's Office. This invitation to tender is a follow-up to Notice of Call for Expression of Interest No.03/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SMP/2025 of 20 June 2025.

2. Scope of work

The work covered by this invitation to tender shall include:

- site preparatory works;
- waterproofing work;
- painting work;
- plumbing work;
- carpentry and masonry work;
- lighting work.

3. Lots/Allotment

The work covered by this Invitation to Tender shall be carried out in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies shall be 30,000,000 (thirty million) CFA Francs inclusive of all taxes.

5. Estimated completion time

The maximum period envisaged by the Contracting Authority for completing the work covered by this invitation to tender shall be 90 (ninety) days. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start the work.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender shall be restricted to Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law that have been pre-qualified following Call for Expression of Interest No.03/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SMP/2025 of 20 June 2025.

These shall be the companies listed below:

Names of pre-qualified companies	Addresses
MUTODIOSA GROUP SARL	Tel.: 691 35 68 49
GLOBAL ELITE SERVICES SARL	Tel.: 690 87 13 42
PROCURE AND ADVISORY COMPANY SARL	Tel.: 677 27 08 19; BP: 33281 Ydé

7. Funding

Funding shall be provided by the 2025 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of

Trade, allocation: No. 59 21 025 05 340010 524115.

8. Tendering method

The tendering method selected for this Invitation to Tender shall be exclusively online (COLEPS).

9. Bid bond

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond, paid in hand, together with a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 14 of the tender documents, the amount of which shall be 600,000 (six hundred thousand) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of tender documents

Physical documents may be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published.

Tender documents may also be consulted on line on the COLEPS platform at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of tender documents

The physical tender documents may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon this Notice is published, upon presentation of a receipt showing payment to the State Treasury of a non-refundable sum of 50,000 (fifty thousand) CFA F accounting for tender document purchase charges.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by downloading them free of charge from the COLEPS platforms. However, online tendering shall be subject to the payment of tender document purchase fee.

12. Submission of bids

Each bid, written in French or English, must be forwarded by the bidder on the COLEPS platform no later than ~~18~~ ¹⁸ ~~00~~ ⁰⁰ p.m. precisely (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

URGENT-RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. ~~113~~ ⁹⁸ /AONR-PU /MINCOMMERCE/CIPM/2025 OF 24 JUN. 2025
FOR REFURBISHING THE MINISTER OF TRADE'S OFFICE.

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the

platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Admissibility of bids

The bid submitted by the tenderer shall comprise the following documents duly filled in and grouped together in a single (1) document containing 3 (three) volumes:

The Contracting Authority shall not accept:

- copies (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- copies (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- copies (bids) that do not comply with the tendering method;
- copies (bids) without an indication of the identity of the invitation to tender.

Any bid that is incomplete in accordance with tender document requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of tender documents shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

In accordance with the provisions of Dot II.4 of Circular Letter No.00019/LC/MINMAP of 05 June 2024, relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of guarantee on public contracts, the said security must be accompanied by a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund.

Consequently, pursuant to the provisions of Circular Letter No.000006/L/MINMAP/CAB of 05 February 2025, each bid must be accompanied by a Classification Certificate or receipt for the submission of a classification application file.

14. Opening of bids

Bids shall be opened in a single session on 18 AOUT 2025 3 pm (local time), in the Conference Room of the Ministry of Trade, by the Ministry of Trade Internal Tenders Board.

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the opening of administrative documents and technical bids.

Under pain of being rejected, the other administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in compliance with the special rules and regulations governing this invitation to tender. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the notice of Invitation to Tender.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the

bid will be rejected.

The opening of the bid review session must take place no later than one hour after the deadline for the receipt of bids set out in Tender Documents.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

These include:

1. failure to provide a stamped bid bond together with the receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund when the bids are opened;
2. failure to present, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (except for the bid bond);
3. false statements, corrupt practices or forged documents;
4. failure to meet at least 70% of the essential criteria;
5. failure to provide a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three financial years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
6. failure to provide a quantified unit price in the financial bid (unit price schedule, bill of quantities (BoQ), schedule of rates);
7. failure to provide an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
8. the absence of the dated and signed integrity charter;
9. failure to provide the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements;
10. non-compliance with the bid file size and format;
11. the absence of the tenderer's bids on the COLEPS platform;
12. the absence or failure of the back-up copies of the administrative, technical and financial bids in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
13. the absence of the true certified copy of the classification certificate or the receipt for the submission of the classification application.

15.2. Essential criteria

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The essential criteria for the qualification of bidders shall cover, as an indication:

1. presentation of the bid (order of required documents and readability);
2. bidder's experience and references (copies of contracts or jobbing orders (first and last pages), delivery note signed by the Contracting Authority, acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
3. financial capacity greater than or equal to 10,000,000(ten million) CFA francs (access to a line of credit, certificate of financial solvency issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance.
4. proposed staff qualifications and experience;
5. equipment to be used to carry out the work;
6. the methodology and schedule for carrying out the work;
7. evidence of acceptance of contract terms and conditions (the booklet of Special Administrative Clauses and the booklet of Special Technical Clauses initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and

approved");

Only bidders having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher or equal to 70 % of essential criteria shall be eligible for financial evaluation.

N.B: Details of these essential criteria are set out in the evaluation grid in the Special Rules for the Invitation to Tender.

16. Contract award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid has been deemed to be the lowest (most advantageous), including any discounts.

17. Validity of bids

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids.

18. Further information

Further information may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

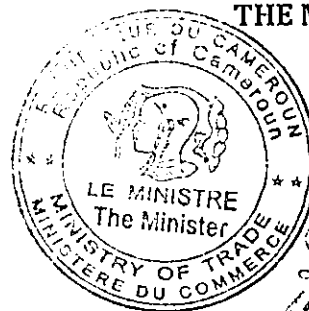
19. Anti-corruption and whistleblowing

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the Contracting Authority on 222.22.69.68

Yaounde, 24 JUN 2025

COPIES:

- MINMAP
- ARMP
- Chairperson of Internal Tenders Board
- POSTING/FILING/ARCHIVES



THE MINISTER OF TRADE

*Luc Magloire
Marga Etougana*